

ANTIDOTE hebdo

Le flash infos de la CGT Finances Publiques 44

N ° 66 / 30 juin 2010



POINT DE RUPTURE EN SIE

En dépit des rencontres du Directeur des Services Fiscaux avec les agents des Services des impôts des entreprises (SIE) de Saint-Nazaire le 15 juin et Nantes Nord-Est le 17 juin, les collègues ont la nette impression d'être laissés seuls dans la tourmente, d'autant que l'assistance technique, elle-même submergée, a été fermée en pleine période d'échéance de TVA. Gespro (nouveau logiciel de gestion des formalités des entreprises), Opale, les nouvelles taxes locales qui remplacent la Taxe Professionnelle, le recouvrement de ces mêmes taxes, l'accumulation des nouvelles tâches et procédures provoquent la saturation des agents. Mal-être et malaise se développent. Une collègue de Nantes a craqué psychologiquement sur son lieu de travail face aux nouvelles complications liées à la mise en œuvre de l'application REC. Les collègues de son service ont envahi immédiatement la direction, provoquant une entrevue avec les directeurs pour dire "qu'ils n'acceptaient plus que la santé de chacun d'entre-nous soit mise en danger en raison de charges et de conditions de travail dont nous ne portons pas la responsabilité". Face à la réalité du terrain, la direction n'a pas de solution à apporter...le roi est nu !

Nu au point de conseiller, lors de la réunion de Saint-Nazaire, de répondre aux contribuables excédés par les ratés de la télé-déclaration de TVA, que l'on avait le service public pour lequel les Français avaient voté ! Confortable et facile, la posture de Monsieur le DSF qui envoie ses troupes au casse-pipe ! Que ne le dit-il lui-même publiquement ? Les occasions et les moyens ne manquent pourtant pas.

Pour la CGT, pour faire face aux tâches nouvelles et à l'intensification des rythmes de travail, il faut plus d'emplois.

Ses élu-e-s l'avaient rappelé lors du CTPD du 7 juin dernier.

En tout cas, voilà une situation que beaucoup comprendront parce qu'ils vivent une situation souvent proche : Trésoreries, Services des impôts des particuliers...

Faudra-t-il attendre qu'à l'instar de France Télécom, la DGFIP fasse la une des quotidiens pour que nos directions nationales et locales entendent la souffrance au travail dans les services et proposent autre chose comme remède que fuite en avant ou poudre de perlimpinpin.



ÇA SENT LE GAZ...

En 2004, Nicolas Sarkozy, version ministre de l'Economie, promet devant l'Assemblée Nationale, à propos de GDF : « Y compris en cas d'augmentation du capital, l'Etat ne pourra descendre en dessous de 70% » et déclare à FR3 : « Il n'y aura pas de privatisation d'EDF-GDF, c'est clair, c'est simple et c'est net ».

En 2007, c'est clair, c'est simple et c'est net : fusion de GDF avec SUEZ, la part de l'Etat n'atteint plus que 35%. Fin du service public, place à l'actionnaire. Cela n'empêche pas le PDG de GDF d'affirmer alors que les tarifs n'augmenteraient pas jusqu'en 2010.

Sans attendre cette date, le prix du gaz s'envole pour les consommateurs (nouvelle hausse au 1er juillet) alors même que les cours baissent à l'achat : les décideurs ont bêtement indexé le prix de vente du gaz sur celui de l'essence... Dans le même temps les coupures se multiplient pour cause de factures impayées : elles devraient atteindre les 300 000 cette année, soit 30 fois plus qu'en 2008. Au passage, les frais de coupure passeront de 51 à 88 €, reproduisant ainsi les bonnes vieilles recettes des banques qui savent bien comment pressurer les plus pauvres et en faire un business juteux.



VEILLÉE D'ARMES

L'ampleur des grèves et manifestations du 24 juin a montré que les salarié-e-s ont pleinement conscience du caractère injuste de la réforme et de l'aspect spécieux de l'argument démographique.

En 2006, le déficit de l'ensemble du système de retraite était de 2,2 milliards d'euros. Il a atteint 10,9 milliards en 2008 et l'estimation pour 2010 est de 32,2 milliards. A qui peut-on faire croire que c'est l'arrivée de nouveaux retraités qui explique cette multiplication du déficit par plus de 14 en 4 ans ?

Les raisons sont ailleurs. Chômage en hausse, banalisation des bas salaires, exonérations de cotisations patronales, en tarissant les ressources, ont fait exploser le déficit.

En vérité, ce qui détermine le choix du gouvernement français, comme celui de la plupart des gouvernements européens, c'est l'allégeance servile envers des marchés boursiers et des agences de notation fauteurs de crise. L'élève Lagarde et ses copains de classe tout autant veulent garder un triple A sur leur carnet de note !

Puéril, mais surtout lourd de menaces pour nous. Pour nos retraites, mais aussi pour nos salaires et nos emplois.

Exiger le retrait du projet gouvernemental est le préalable à l'ouverture de négociations véritables qui devront examiner la question du financement, et donc de l'élargissement de l'assiette des cotisations.

Durant l'été, la CGT va prendre une série d'initiatives. En particulier le 13 juillet, jour où le Conseil des ministres doit examiner le projet, elle va mobiliser en direction des préfectures et du Ministère du Travail.

L'intersyndicale, au complet cette fois, appelle d'ores et déjà à une nouvelle journée de grèves et de manifestation le 7 septembre. Tenons-nous prêts à amplifier l'action à compter de cette date qui marque le début du débat du projet de loi au Parlement.

On peut gagner. On doit gagner cette bataille pour le choix d'une société solidaire.

DÉTOURNEMENTS DE FONDS

C'est pour faire face aux effets de l'arrivée à l'âge de la retraite de la génération du « baby boom » des années 60 que le gouvernement Jospin avait mis en place en 1999 le Fonds de Réserve des retraites (FRR), destiné à « lisser » à partir de 2020 les besoins de financement dans le secteur privé.

Ce fonds a connu de sérieux déboires, à commencer par l'impasse faite par les gouvernements de droite (Raffarin, Villepin...) sur son financement. Devait y être affecté notamment le produit des privatisations : seul 500 millions sur un total de 40 milliards l'ont été : premier détournement.

La Caisse des Dépôts et Consignations, chargée de sa gestion, a surtout investi en actions, plutôt qu'en placements sûrs du type bons du trésor. Résultat, comme n'importe quel fonds de pensions, la crise du système capitaliste lui a fait perdre plusieurs milliards en 2008 : deuxième détournement.

Restait néanmoins un montant d'actifs de 33,3 milliards fin 2009. C'est cette somme qui fait l'objet du troisième détournement : l'une des dispositions du projet de réforme des retraites prévoit d'utiliser les ressources du FRR au profit de la Caisse d'amortissement de la dette sociale (CADES) afin de financer les déficits des régimes de retraites à partir de 2011.

D'un instrument (même s'il est imparfait) d'anticipation d'un pic démographique provisoire, le gouvernement fait un bouche-trou du déficit que sa politique de bas salaires et d'exonérations patronales aggrave.

Bonnes vacances à toutes et à tous, et rendez-vous en septembre pour une rentrée offensive